

RÉALISATION DES GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURES

Le partenariat public-privé n'est pas encadré juridiquement

Le partenariat public-privé (PPP) pour la réalisation des grands projets d'infrastructures et équipements publics n'est pas encadré juridiquement. La Caisse nationale d'équipement pour le développement (Cned) a engagé l'évaluation et le recensement des projets PPP déjà opérationnels ou potentiels.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Les partenariats public-privé (PPP) dans la réalisation de projets de développement infrastructurel sont des mécanismes contractuels, liant le secteur public et le secteur privé et visent à assurer un service public et le transfert des risques.

Les PPP résultent d'une convergence entre les objectifs du gouvernement (diminution du rôle de l'Etat, injection de capitaux privés dans les services publics, augmentation de la certitude budgétaire, introduction de l'efficacité technique du secteur privé et maintien du suivi de qualité) et ceux du secteur privé (rendements attrayants, garanties publiques pour atténuer certains risques, opportunités à long terme d'investissements, atteinte d'un potentiel de hausse par la performance et fonctionnement dans un cadre réglementaire clair).

Les PPP vont des contrats d'assistance technique, contrats de service, contrats de management-gestion et contrats d'affermage (avec des délais de 1 à 15 ans, un transfert limité de risques aux opérateurs privés et contrôle total du gouvernement) jusqu'au désengage-

ment complet de l'Etat (transfert total de risques et aucun contrôle du gouvernement, sur une durée de plus de 30 ans) en passant par les PPP de type concession ou project financing (financement partagé et remboursement sur bénéfice, sur une durée de 15 à 30 ans, un transfert limité de risque et le contrôle du gouvernement). Ce faisant, l'absence d'une loi spécifique en Algérie pourrait freiner le développement de ce modèle de financement réputé alternatif au concours du budget et étalé dans le temps. C'est ce que relevait, hier, le directeur des méthodes à la Caisse nationale d'équipement pour le développement (Cned), un établissement public placé sous la tutelle du ministère des Finances, Telidji Mohamed Salim.

Intervenant lors d'un atelier de travail, organisé avec la participation de la Société financière internationale (IFC, branche du groupe de la Banque mondiale en charge de la promotion du secteur privé dans les pays en développement), M. Telidji relève, certes, que des lois permettent la réalisation de projets PPP dans des secteurs d'activité précis (génération de l'électricité, gestion de

l'eau potable, transport et travaux publics). Ainsi, une vingtaine de projets ont été lancés depuis la fin des années 1990 et pour la plupart déjà opérationnels dans les domaines du dessalement de l'eau de mer, la réalisation de centrales électriques, les terminaux à conteneurs ainsi que la gestion de l'eau potable et l'assainissement Des projets régis sous la forme de contrats de BOO (Construire, Opérer et Posséder), de contrats de concession et de gestion -management (gestion déléguée), faisant partie des modèles de PPP. Voire, le régime juridique en vigueur en Algérie est considéré comme «accommodant» pour la contraction de tels partenariats. Toutefois, le Code des marchés publics ne prend pas en compte réellement les spécificités des contrats PPP, note ce cadre de la Cned qui note qu'une loi spécifique fait justement défaut et que son élaboration s'avère opportune.

Justement, l'élaboration d'une telle loi constitue un objectif auquel œuvre la Cned, au regard de la vocation dont elle est investie et dans la mesure où une politique nationale a été impulsée en vue de promouvoir ce modèle de financement. Et cela même si une telle législation pourrait être contraignante en termes de conformité pour les investisseurs, considérera le consultant Abderrahmane Benkhalfa qui s'interroge également sur la complémentarité d'une telle législation et le Code des marchés publics. En outre, l'impulsion des PPP

pourrait être freinée par les restrictions sur l'actionnariat étranger (règle 49/51) ainsi que par les contraintes réglementaires sur le transfert des dividendes. Ce que l'avocat agréé et juriste M^e Hamza Mustapha relèvera, estimant davantage opportun d'«améliorer» le cadre juridique et réglementaire en vigueur. Or, le développement des PPP en Algérie s'avère nécessaire dans la conjoncture actuelle, marquée par des velléités de rationalisation des dépenses publiques, optimisation du concours budgétaire, stimulation du rôle du marché, quête du transfert d'expertise et efficience meilleure des projets infrastructurels (en termes de coûts et délais notamment).

Le consultant Benkhalfa relève en ce sens que l'Algérie constitue un bassin attractif, prometteur pour le développement des PPP, au regard de l'ampleur du programme d'équipement lancé (plus de 45 milliards d'euros) mais aussi par rapport à la nécessité d'optimiser les capacités financières disponibles, notamment les liquidités bancaires dont la raréfaction n'est pas à écarter à moyen terme.

Des considérants qui imposent ainsi de résoudre la problématique réglementaire, inciter les investisseurs publics mais aussi privés, à s'impliquer davantage dans la réalisation de tels PPP et engager des actions pilotes dans ce domaine. A charge cependant de «prioriser» ces actions, relèveront aussi bien le consultant Abderrahmane Benkhalfa que le directeur régional des PPP au sein de

la SFI, Muneer Férozie. Dans ce contexte, la Cned a mis en place une unité dédiée, un «pôle d'excellence» chargé de l'évaluation de la rentabilité économique des PPP (apport de valeur ajoutée par rapport au mode de passation classique), l'appui technique aux organismes publics, le renforcement des capacités, la formation et le développement de la recherche, selon son directeur général, Amar Grine.

La Caisse a engagé un programme d'évaluation économique et de recensement des PPP opérationnels et potentiels, en collaboration avec les diverses administrations et institutions sectorielles. A ce propos, Salim Telidji indiquera que des projets de PPP sont potentiels dans le domaine de l'environnement et des ressources hydrauliques (incinération, épuration...).

En outre, la Cned et les opérateurs privés pourront bénéficier du concours de la SFI, cette institution multilatérale de conseil et de financement étant fortement «intéressée» à apporter son concours, relèvera son responsable couvrant l'Algérie, Redouane Benamadi. En effet, la SFI a œuvré durant les 25 dernières années en faveur de ce modèle, s'impliquant en termes de conseils et de participation dans la réalisation de plus de 360 projets infrastructurels et énergétiques dans 102 pays, pour lesquels 13 milliards de dollars ont été mobilisés.

C. B.

ILS SERONT EN GRÈVE DE DEUX JOURS À PARTIR D'AUJOURD'HUI

Les médecins généralistes reviennent à la charge

A l'appel du SNPSP (Syndicat national des praticiens de la santé publique), les médecins généralistes, dentistes et pharmaciens, seront en grève de deux jours à partir d'aujourd'hui. Le syndicat accompagne son mouvement de protestation par un rassemblement, prévu le mercredi 6 mai, devant le ministère de la Santé.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Nouvelle vague de protestation dans les établissements de santé publique. Après une journée de protestation organisée le 27 avril dernier, le Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP) revient à la charge et appelle à une grève nationale de deux jours, aujourd'hui et demain.

«Devant le constat de la non prise en charge de l'ensemble des points de la plateforme de revendications et le mutisme méprisant de la tutelle, le SNPSP appelle à une participation massive des praticiens de santé publique, médecins, dentistes et pharmaciens aux deux journées de grève nationale prévues les 5 et 6 mai en cours» lit-on dans un communiqué rendu public par le syndicat.

Le SNPSP rappelle sa plateforme de revendication qui tourne essentiellement sur l'application de l'Instruction N° 968 du 16/09/ 2014 du Premier ministre portant intégration dans le grade de principal de tout praticien cumulant dix ans d'ancienneté au 31/12 /2012. L'alignement sur les nouveaux diplômes de doctorat pour les pharmaciens et les médecins dentistes avec classification sur la grille des salaires des fonctionnaires.

L'intégration du syndicat des praticiens dans tout le processus d'organisation des concours de promotion aux grades de principal et en chef et

l'ouverture officiellement du projet d'amendement du statut particulier des praticiens médicaux généralistes, négocié et remis à la Direction générale de la fonction publique au mois d'avril 2011. La deuxième journée de protestation des médecins généralistes sera accompagnée par un rassemblement national devant le ministère de la Santé.

Par ailleurs, la tutelle a convié hier, le syndicat pour une réunion de conciliation. Une initiative qui

n'a rien changé à la décision de grève du syndicat qui estime que cette démarche intervient à la veille de son action de protestation afin de «semer le doute et la démobilisation dans l'esprit des adhérents». Selon le SNPSP, le Conseil national reste le seul cadre organique habilité à décider des suites à donner au mouvement. Pour rappel, le ministère de la Santé a qualifié le premier mouvement de grève des praticiens généralistes, déclaré illégal par la justice, d'un «échec» avec un taux de suivi national de 10,58%.

Selon la tutelle, «cette faible adhésion à l'appel à la grève traduit la maturité du corps des praticiens de santé publique dont l'écrasante majorité refuse d'être manipulée et utilisée à des fins inavouées». Le ministère de la Santé affirme que

les revendications socioprofessionnelles des praticiens de santé publique ont été prises en charge. Le département de Abdelmalek Boudiaf dit être étonné que le SNPSP appelle à boycotter les concours de passage de grade dont il avait contribué à la préparation.

«Ces concours représentent une avancée socioprofessionnelle importante et bénéficient d'une dérogation exceptionnelle de Monsieur le Premier ministre pour la transformation automatique des postes budgétaires sans limitation du nombre d'admis», précise le même département qui estime que le secteur public de la santé avait été fortement affaibli et discrédité les années passées par «les professionnels de la protesta».

S. A.

SYNDICAT NATIONAL DES MÉDECINS GÉNÉRALISTES DE SANTÉ PUBLIQUE

Plus de 90% des inscrits au concours de passage de grades

Le Syndicat national des médecins généralistes de santé publique (SNMGSP) a annoncé, hier, un taux de plus de 90% des inscrits au concours d'accès aux grades supérieurs des médecins généralistes.

Le concours aura lieu du 1^{er} au 15 juin prochain et les listes des inscriptions seront clôturées le 15 mai prochain. C'est ce qu'a souligné hier Salah Laouar, président du SNMG-SP lors d'une conférence de presse. Le syndicat se félicite d'une telle

adhésion et ce «malgré la campagne de parasitage, d'intox, de désinformation et de dénigrement menée par un syndicat connu».

M. Laouar a réitéré cependant, son appel pour la réhabilitation du médecin généraliste à travers une formation universitaire pour la promotion de la filière au rang de spécialité. Il demande aussi l'association du médecin généraliste aux différents comités d'expertises, notamment concernant la commission du

médicament. «Il n'est pas normal que le médecin généraliste, pierre angulaire du système de santé algérien, qui est présent sur les 48 wilayas prenant en charge tous les programmes nationaux, toutes les maladies chroniques et tous les soins de base soit exclu totalement de la politique du médicament et des différents comités d'expertises», dénonce le syndicat. Ce dernier appelle aussi à la révision de la carte sanitaire promulguée en 2007 qui,

dit-il, ne répond pas aux besoins des malades et qui a isolé toutes les structures de santé de base par rapport aux CHU, EPH et EHS.

Par ailleurs, le syndicat se démarque du mouvement de grève des praticiens de la santé publique prévu pour aujourd'hui. Le docteur Laouar précise, toutefois, que son syndicat n'est en compétition avec personne et que son seul ennemi c'est la maladie.

S. A.

PROJETS D'INVESTISSEMENTS, FORMATION, CRÉATION D'EMPLOI...

Les explications du ministre du Tourisme

936 dossiers d'investissements approuvés par les services du ministère du Tourisme. Ces projets, qui généreront des milliers de postes d'emploi pour les jeunes, accroîtront les capacités d'accueil et contribueront à l'instauration d'une véritable industrie touristique en Algérie. Selon la ministre du Tourisme, le montant global des investissements est de 352 milliards de dinars.

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - S'exprimant hier, lors de son passage au forum du quotidien *Echaâb*, M^{me} Nouria Zerhouni a précisé que ces différents projets concernent des hôtels, des résidences touristiques, des complexes touristiques de cure qui servi-

ront le secteur du tourisme. «Sur les 936 dossiers de projets d'investissements approuvés, 574 sont à vocation urbaine (hôtels de ville), 72 à vocation saharienne, 38 à vocation climatique et 54 à vocation thermique», a indiqué la ministre. Et de souligner que

sur les 936 dossiers, 436 projets sont en cours de réalisation, 200 sont en l'attente du permis de construire et le reste n'a pas été encore lancé. «D'ici la fin du quinquennat, le parc hôtelier sera doté de 11 5 715 nouveaux lits», note la conférencière.

La première responsable du secteur qui reste optimiste quant «au bond qualitatif du tourisme dans les prochaines années», a également fait savoir que ces projets contribueront à la création de 300 000 nouveaux postes d'emploi dans ce secteur, pour porter le nombre global à 1,5 million. Actuellement 1,2 million postes d'em-

ploi ont été créés dans le secteur du tourisme.

Et de soutenir que ces chiffres sont appelés à augmenter, eu égard aux zones et destinations touristiques dont recèle l'Algérie qui attirent de plus en plus d'investisseurs du pays et de l'étranger.

Pour l'invitée du forum d'*Echaâb*, la politique relative au secteur du tourisme adoptée par le ministère du Tourisme et qui s'étalera jusqu'à l'horizon 2030 (dans le cadre du SDAT), se propose d'asseoir une stratégie basée sur l'adhésion totale de l'ensemble des institutions, directement ou indirectement impliquées dans la conception, le

développement et la promotion des activités touristiques pour l'émergence d'une véritable industrie de tourisme. D'ailleurs, en sus du volet investissement, le ministère de tutelle table sur la formation pour aspirer au professionnalisme et à des infrastructures touristiques aux normes internationales. «L'Etat va créer à l'horizon 2020, 20 établissements de formation spécialisée au niveau national dont le nombre ne dépasse pas actuellement 12 établissements relevant des secteurs du tourisme et de la formation et de l'enseignement professionnels», a dit M^{me} Zerhouni.

S. B.